

Vigilance Soudan

www.vigilsd.org
www.vigilancesoudan.org

Bulletin créé en 1992

Comité de Vigilance pour les Droits de l'Homme et les Libertés au Soudan - N° 160 - Août 2010

Malgré leurs graves dissensions, les Sudistes veulent l'indépendance *Les obstacles mis par Khartoum à l'organisation du référendum enveniment la situation*

Si on refuse leur référendum, les Sudistes ont menacé de déclarer l'indépendance unilatéralement. Une guerre sanglante suivrait. Khartoum n'a aucune envie de perdre la souveraineté du Sud riche en pétrole mais pense que même si le pétrole appartient au Sud, il devra être exporté par le Nord, et payer des taxes de l'oléoduc. Pour prévenir le référendum, il a soulevé beaucoup de difficultés qui l'empêcheraient de tracer la frontière Nord-Sud. La Chine, le Japon ont proposé au Sud de leur faire un oléoduc allant vers l'Océan Indien. Pour Béchir, c'est une idée beaucoup trop chère. Pas politiquement parlant pour le Sud.

Kiir, premier Vice Président et Président du Sud-Soudan, critique la politique islamiste du parti au pouvoir, le Congrès National, qui rend le choix de l'unité beaucoup moins attirant. Les Soudanais ne seront pas tous égaux. Ce parti répond que la *chari'a* n'est pas négociable. Le régime divise le Soudan, dit Kiir.

Depuis les débuts de la paix, le Sud reste ravagé par les combats inter tribaux. Le Nord en est largement accusé. Les deux côtés sont épuisés par la guerre qui se termina en 2005. Leurs dirigeants s'enrichissent illégalement. Au Sud et ailleurs, Béchir a signé accords après accords qu'il n'a pas honorés. Mi-juin, les choses étaient plus compliquées à Juba que les dichotomies habituelles : le référendum aura lieu mais ne peut en même temps être de qualité, car les forces des NU au Sud, n'ont rien préparé et le disent froidement. Ce retard est vu comme une manigance avec les nordistes.

Les principaux leaders MLPS, non sudistes, Pagan Amoun du Nord, Malik Agar du Nil Bleu, Deng Alor d'Abeyei, sont contre l'indépendance. Ils n'aiment pas les arabes, mais croient au rêve de Garang, un Soudan démocratique, sans distinction de race ou de religion, et

pensent qu'en cas de conflit, ils peuvent prendre le pouvoir à Khartoum avec l'aide des Monts Noubas, qui ont 6000 hommes armés et prêts à y aller, des gens du Darfour et des dissidents du Front Est. Tandis que le référendum d'Abeyei est au point mort (cf. p. 4), les habitants des Monts Noubas s'inquiètent de plus en plus d'un vote probable des Sudistes pour l'indépendance ; ils veulent voter pour s'unir à ceux qui veulent en finir malgré leurs conflits internes et qui pensent au long terme. Le Darfour demande également l'indépendance (cf p.3).

Pagan Amoun, redoute beaucoup la clause « des 60% du Nord ». Il s'agit du pourcentage minimum des inscrits sur les listes électorales qui doivent avoir voté pour que le référendum soit valide. Dans un premier temps le recensement comptait un demi-million de résidents Sudistes. Une semaine plus tard, sans qu'aucun recomptage n'ait eu lieu, ce chiffre passa à deux millions. Il s'agissait pour le Nord d'inscrire un maximum de personnes comme Sudistes, qu'ils le soient ou non, et le jour du référendum ceux-ci seront payés pour ne pas voter, ou arrêtés, ou sujets à tout artifice destiné à diminuer le nombre des inscrits votants.

Le Soudan en est venu à explorer la confédération comme la seule option viable à une séparation certaine entre Sud et Nord. Sous des propos charmeurs se cache une dure réalité. Il ne s'agit pas de deux Etats indépendants, égaux, mais d'un dominant et d'un dominé. Tout deviendrait islamique. L'idée en a été abandonnée.

La conférence des Evêques catholiques du Soudan a envoyé un message d'espoir et un appel à l'action. Après avoir mentionné la corruption et la violence, le manque de nourriture et de services de base, elle rappelle les abus du gouvernement du Nord, très centralisé, qui marginalise les gens de la périphérie et ne tient pas compte de l'aspect multi-

racial des autres sociétés. L'accord de paix de 2005, le CPA, n'a apporté que peu de progrès. La guerre continue au Darfour. Le climat des droits de l'homme se détériore encore. Des lois oppressives, n'ont pas été mises en accord avec la nouvelle Constitution intérimaire. L'Armée de Résistance du Seigneur continue ses exactions atroces. Les gens des Monts Noubas et du Nil Bleu n'ont pas le droit à l'auto-détermination. Ils ont une forme de consultation populaire qui donne la décision aux législateurs et à la présidence, plutôt que directement au peuple. Le référendum, prévu le 9 janvier, a pris un retard dramatique. Alors que la Commission du Référendum a à peine commencé son travail, la démarcation de la frontière n'est pas terminée, la réglementation du référendum, inconnue, l'enregistrement des votants n'a même pas commencé, le matériel n'a pas été fourni, la prise de conscience des problèmes en jeu a à peine commencé. Les deux signataires du CPA auraient créé des structures pour négocier les arrangements d'après le référendum, ce qui serait un bien. L'Eglise est concernée par l'établissement tardif de ces structures ou par son absence et celle de la société civile qui pourraient conduire « à un manque de transparence ».

Le rôle peu clair des chefs a accru les problèmes de gouvernement du Sud. Les déplacés à Khartoum se demandent ce qu'ils deviendront si le Sud a l'indépendance. Selon le ministre des Affaires humanitaires du Sud, dans ce cas, 1,5 million de Sudistes y retourneraient, demandant de l'aide humanitaire. Dans le cas contraire, les déçus causeraient des troubles profonds à une région qui ne demande ni arabisation, ni islamisation.

Bételgeuse

SOMMAIRE en page 8

Combats : mauvais projets gouvernementaux

En mai et juin, le gouvernement attaqua le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) y compris avec des bombardements aériens visant des civils, au Jebel Marra et le Jebel Moon. Le MJE partit plus à l'ouest. Puis le gouvernement attaqua le SLM d'Abdel Wahid el Nour (SLM/AW). Dans ces combats, des centaines de civils furent tués (447 en mai selon IRIN) et 100 000 personnes furent déplacées.

De plus, après les élections, le régime a repris ses mesures sévères à l'encontre de l'expression politique et de la défense des droits de l'homme. La dernière semaine de juillet, des combats meurtriers eurent lieu dans des camps de personnes déplacées. C'est le résultat de conflits entre le SLM/AW - et le Mouvement de Justice et de Libération (MJL) qui sert de parapluie à plusieurs groupes rebelles dont le Président, Al Tigani Al Sissi est un employé des NU et un ancien gouverneur de Khartoum et que le MJE juge « collaborateurs », Le SLM est défavorable aux pourparlers de paix de Doha. Des milliers de personnes déplacées ont fui Kalma et cherché refuge auprès de la Minuad (*Lire Émeutes dans les camps de déplacé p. 3*).

Le 27.7. Béchir a formé un nouveau comité. Ghazzi Salah ed Dine est toujours en charge du dossier qui comprend les ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires Étrangères, des Finances, des Media, les trois gouverneurs des régions et une personne contrôlée par Minni Minawi, ex-faction rebelle MLS. Le nouveau comité est censé préparer les négociations et estimer les rapports internationaux sur le Darfour et refléter « les vrais faits ». De plus le nouveau comité devra déterminer la politique à être prise à l'égard des NU et de leurs affiliées, de l'UA, de la Minuad du médiateur NU-UA et des États de la région. Tant AW que le MJE ont accusé le gouvernement de mettre en œuvre un nouveau plan de sécurité, selon AW le gouvernement a infiltré ses agents dans les camps avec des armes et des munitions, le MJE est du même avis. Le gouvernement pense avoir le feu vert de faire ce qu'il veut avec l'appui de Scott Gratién et l'intérêt de tous pour le référendum du Sud. AW a adressé un avertissement sérieux à la Minuad si elle autorise les autorités soudanaises à entrer dans les camps de déplacés : « Il est incompréhensible que la Minuad laisse ceux qui ont commis le génocide contre notre peuple soient autorisés à entrer dans les camps où ils sont logés. C'est une ligne rouge. Je ne peux surévaluer les répercussions qui en résulteraient ».

Les combats ont repris le 9 août quand les troupes soudanaises, transportées dans 50 véhicules ont attaqué les positions

du MLS/AW dans le Jebel Marra, versant Est (information téléphonée à ST, le 14 août). Des avions de guerre bombardèrent leurs positions chaque jour, tuant deux enfants et blessant deux femmes. Le MLS annonce neuf soldats de l'armée morts et treize prisonniers. L'armée dit comme d'habitude qu'il contrôlait la région qu'il n'avait donc pas attaquée. Le 9 août, Ban Ki Moon pressa le MLS/AW et le MJE de « cesser les hostilités et de se rendre à Doha ». A quoi pense-t-il ?

Paix quasi abandonnée

A Port-Soudan, le président Béchir s'était engagé une nouvelle fois à accueillir à Doha tous ceux qui souhaitent la paix et à chercher par la force toutes les parties qui refuseraient de le rejoindre. « Nous ne permettrons pas d'autre forum de négociation. » Ce qu'il veut dire, comme d'habitude, c'est ce qu'il pense le matin, sans s'y engager pour l'après-midi. Il redoute d'être obligé de faire la guerre au Sud en janvier et avec un Darfour en guerre en février. Il n'ira pas ailleurs qu'à Doha où il est couvert par les Américains, et surtout pas à Tripoli où Gaddafi et Khalil Ibrahim veulent l'attirer pour lui soutirer des concessions. Il veut « chercher par la force » le Mouvement pour la Justice et l'Égalité. Depuis un mois il cherche à le faire, mais il s'est fait battre et continue à le faire. Bassolé vit souvent Abd el Wahid el Nour, auquel il arriva de soutirer une vague promesse à la joie du ministre français des Affaires Étrangères qui fut sans lendemain. Doha reste un lieu où la paix ne se fera pas.

L'autodétermination, une option au Darfour : MJE

Ahmed Hussein, porte-parole officiel du Mouvement pour la Justice et l'Égalité a dit récemment : « Un génocide continu au Darfour entre dans une nouvelle phase. Le régime travaille à avoir un retour forcé en démantelant les camps de déplacés, en utilisant la nourriture comme une arme, en expulsant et intimidant des groupes d'aide par l'abduction, l'assassinat des leaders déplacés, assaillant les gardiens de la paix. » Le gouvernement soudanais, dit-il, déploie ces tactiques « pour liquider la cause de notre peuple » ; le changement de l'attention internationale du Darfour au Sud-Soudan a encouragé le gouvernement à exécuter son plan. « Dans ces circonstances, le MJE n'aura pas d'autre choix que d'appeler son peuple à l'autodétermination pour le Darfour et le Kordofan...Le Darfour fut un sultanat indépendant jusqu'en 1916, exerçant sa souveraineté et conduisant ses propres relations étrangères. » On notera que le Kordofan fut longtemps,

dans ces temps d'indépendance, un vassal du Darfour. C'est la première fois que le MJE appelle ainsi à l'autodétermination. Le gouvernement a rejeté cette proposition platement disant que ce n'est même pas un sujet de négociations. Le MLS d'Abd el Wahid el Nour exigea aussi le droit à l'autodétermination, bien que son leader mit cette demande quelque peu de côté les derniers temps.

Ceci pourrait causer du souci aux États arabes et africains qui voient la division du Soudan comme une menace majeure contre la stabilité de la région. Beaucoup de critiques (dont VS) blâment le parti du Congrès National d'encourager les sentiments sécessionnistes dans le pays en marginalisant les non-arabes et en tenant fermement richesse et pouvoir. Au Darfour on (VS) a accusé le gouvernement d'autoriser les tribus arabes de l'Ouest africain à s'installer. Le MLS d'AW dit que le gouvernement manipule une poignée de gens dans les camps pour qu'ils se joignent aux pourparlers de Doha. Rappelons que le MJE s'en est éloigné après des débuts prometteurs (ST).

Situation humanitaire

Éric Reeves, Sudan Tribune, extraits

Pendant la saison des pluies, la faim augmente.

En août 2009, les deux chefs de la Minuad sur leur départ, déclaraient que la guerre du Darfour était terminée et s'était transformée en « un conflit de basse intensité ». Le Secrétaire général des NU, Ban Ki-Moon a présenté au Conseil de Sécurité le 28 avril 2009 une évaluation basée sur l'opinion : « Les opérations humanitaires au Darfour furent un succès. Elles stabilisèrent la sécurité de la nourriture, la santé, la nutrition et le secteur de l'eau. » (p.16). Tout ceci est-il vrai ?

...Khartoum a encouragé le travail d'ONG arabes et s'est souvent référé à elles en disant qu'elles remplacent des « capacités perdues ». Toutefois ces organisations arabes n'ont pas de capacités opérationnelles significatives et se contentent d'envoyer de l'argent à Khartoum, argent en principe destiné à venir au secours du Darfour. Il n'y a pas de comptabilité et aucune raison de ne pas penser que le régime s'est simplement approprié l'argent. Il n'empêche que ces « organisations » arabes sont célébrées pour tout projet de développement au Darfour. Cette emphase sur des organisations arabes vides de tout sens, fait encore partie de la « politique d'aide humanitaire au Darfour ». Rien de « technique » à son propos.

Les distorsions politiques de la crise humanitaire au Darfour sont liées aux soucis du régime. Ainsi, le 24 février 2010, le lendemain de la signature d'un nouvel accord sans signification

avec le Mouvement pour la Justice et l'Égalité, Béchir déclara « *Maintenant la guerre est finie au Darfour... nous devons commencer la guerre pour le développement* » (Reuter, Khartoum, 24 02 2010). C'était une manœuvre transparente pour les élections. Ce même jour, de durs combats commencèrent contre le MJE.

Conseil de Sécurité : Énergique décision, Khartoum : réponse

Le 30 juillet le Conseil de Sécurité, en étendant le mandat de la Minuad à une autre année, par décision 1935, a insisté sur ses critiques à propos des performances dans la protection des civils et des humanitaires. « *Il demande à la Minuad, en consultation avec l'équipe des NU du pays, de développer une stratégie globale pour l'achèvement de (ces) objectifs et de maximaliser l'utilisation de ses capacités et la mise en œuvre de la stratégie* ». Le Conseil a demandé à Ban-Ki Moon de continuer à lui rapporter les progrès de la mise en œuvre du mandat, et de revoir et dater son concept d'opérations et ses règles d'engagement. La résolution a aussi demandé aux parties au combat de laisser la Minuad faire son travail. Elle dit que les (nouveaux) hélicoptères destinés à augmenter la protection de la population permettront aussi d'apporter une réponse efficace à toute urgence. C'est oublier que Khartoum refuse de leur donner l'autorisation de voler malgré des plaidoyers discrets de la mission. Oxfam est en accord avec les NU : la Minuad devrait se concentrer sur la sécurité et ne pas s'occuper de la reconstruction.

Le même 30 juillet, le gouvernement du Sud-Darfour a annoncé qu'il imposerait des mesures draconiennes sur les soldats de la Minuad, la fouille systématique de leurs affaires aux aéroports et aux check points. Les mouvements du personnel de la Minuad seront surveillés de près par le gouvernement, et ses soldats obligés d'avoir une autorisation pour leurs mouvements même à l'intérieur des grandes villes du Darfour. L'imposition de telles mesures est en violation totale avec l'accord signé. Les attaques commençaient partout et un véhicule volé se dirigea vers Nyala. Le gouvernement signalait ainsi son action.

Expulsions

Le 16 août, le Soudan a expulsé cinq personnes de haut rang des Nations unies et de la Croix Rouge internationale du Darfour Ouest. Les responsables de l'UNHCR et du PAM ont été expulsés ainsi que celui de l'UNHCR à Zalingei, a annoncé le chef de la Minuad dans la région, Abdallah el Fadl, prévenu par le gouvernement, ainsi que les responsables de la Croix

Rouge à El Geneina et Zalingei. La Croix-Rouge se contenta de dire que ses responsables avaient été rappelés « *avec l'accord du gouvernement* ». L'UNHCR aurait payé des chercheurs pour avoir des informations sur les viols. Une autre source dit à Sudan Tribune que l'on dit de partir au responsable du PAM qui avait lancé une pétition contre la faim www.1billionhungry.org sans l'approbation du gouvernement. Le 7 août, Béchir avait dit aux trois gouverneurs qu'ils pouvaient expulser tout étranger qui ne respectait pas l'autorité soudanaise.

La Minuad a de gros problèmes avec les autorités. Elle abrite six déplacés venus de Kalma. Le gouvernement dit qu'ils sont responsables de la mort de huit personnes en juillet. La Minuad répondit qu'elle ne donnerait pas les déplacés tant qu'elle n'aurait pas de mandat d'arrêt ou de garantie d'un procès juste ce qui a rendu le gouvernement absolument furieux.

Le kidnapping des aides étrangers commença juste après que la CPI ait lancé un mandat d'arrêt contre Béchir. Une femme américaine du « *Samaritan purse* » fut enlevée il y a trois mois. Les kidnappeurs sont généralement des hommes de tribus arabes. Le Soudan n'en a poursuivi aucun.

Émeutes dans les camps de déplacés

Réseau de droits de l'homme et de plaidoyer pour la démocratie
Résumé - Genève - 13 Août

Poliarisation politique, tension et violence montent parmi les personnes déplacées dans les camps et les communautés affectées par la guerre. La situation devint une confrontation violente entre rivaux politiques au cours des deux dernières semaines de juillet. Des complots pour assassiner des opposants politiques, tueries, destructions de propriétés et déplacements forcés furent rapportés dans au moins deux camps, El Haladiya près de Zalingei, et Kalma près de Nyala.

La situation commença quand quelques déplacés questionnèrent l'indépendance du processus de choix de leurs représentants à Doha. Le résultat de la nouvelle politique du gouvernement fut qu'il voulut inclure groupes de société civile, chefs tribaux et parlementaires sur un pied égal avec les chefs rebelles. Le résultat fut de polariser la situation politique, empêcher le processus de paix et créer plus de conflits entre groupes politiques.

Un nombre inconnu de personnes déplacées furent arrêtées et retenues au secret par la sécurité au cours des trois dernières semaines. Cette tension est liée à la participation à Doha de quelques leaders déplacés. Pour la majorité des déplacés et des

communautés affectées par la guerre, Doha était considéré avec mépris ; la manipulation et l'intimidation du MLS/AW et d'autre part le gouvernement et du Mouvement pour la Libération et la justice (qu'il soutient,) ont radicalisé les attitudes politiques. Le MLS/AW introduit dans les camps, dit-on, reçut l'ordre d'expulser de tous les camps les pro-Doha jugés pro-gouvernementaux, et aurait fait circuler le 22. 07. une liste de 37 leaders identifiés comme buts d'assassinat. Le 23 07, le commandant SLM/AW fut arrêté, dit-on près d'assassiner l'Omda Saleh Ahmed, chef tribal des Dajo à Kalma et remis à la police de la Minuad qui le transféra à la Sécurité où il court un haut degré de risque. Six autres déplacés allèrent à la police de la Minuad se réfugier des Dajo. La Minuad menaça de les remettre à la Sécurité. A Hamidiya (Zalingei), trois déplacés pro-Doha furent tués par des gens non identifiés dont deux furent battus à mort. Quatre autres personnes furent remises à la police de la Minuad. Un leader accusa le gouvernement d'armer des déplacés pour créer le chaos. La sécurité l'arrêta.

Le 28.07, le SLM/AW, lors d'une manifestation pacifique, soumit à la Minuad une pétition lui demandant d'arrêter de soutenir les pro-Doha. Le lendemain la Minuad refusa de recevoir les SLM et tira en l'air. La manifestation tourna à la violence et des habitations pro-Doha furent brûlées. Dès le 31.07, on estime à 60 % des 100 000 résidents de Kalma à l'avoir quitté. Les pro-Doha se rendirent à Nyala et les pro-SLM/AW aux camps de Baba et de Bilail. Toutes leurs affaires furent vérifiées dans des check-points où nombreux sont ceux qui disent y avoir perdu tout leur argent. Les activistes politiques restèrent dans le camp. Le besoin y règne. Il a été envahi par des éléments gouvernementaux introduits la nuit avec des armes avec la complicité des pro-Doha. Le 9 août, un centre scolaire fut brûlé en plein jour par des inconnus (*soupçonnés d'être gouvernementaux*) qui tirèrent sur une patrouille de la Minuad.

Le but du gouvernement est de vider les camps.

La dernière semaine de juillet, les services médicaux confirment qu'au moins 13 déplacés furent tués et qu'un nombre inconnu de corps se trouve à l'intérieur du camp ; 45 déplacés blessés arrivèrent dans les hôpitaux ; plus de 100 déplacés furent arrêtés alors qu'ils s'étaient enfuis et 40 arrêtés dans les camps. Des rapports, comme d'habitude, parlent de mauvais traitements, et de tortures sévères infligées aux déplacés anti-Doha.

Le 15 août, les NU demandaient encore au Soudan de s'arrêter de bloquer l'accès au camp de Kalma. Toute livraison y est impossible.

Référendum à Abyei Importants conflits Dinka et Misserya

Tandis que les spécialistes du Soudan centrent leur attention sur le référendum, beaucoup oublient qu'il y en aura un autre, aussi le 9 janvier 2011, rarement mentionné dans les analyses. Alors que les préparations pour le référendum du Sud tardent beaucoup, la situation pour le référendum d'Abyei est pire. Un représentant d'Abyei a témoigné fortement lors de la conférence sur le Soudan au *Sudan Focal Point-Europe* et répété qu'une forte attention était indispensable.

La dernière fois que l'on dénia le droit, inclus dans l'accord de paix de 1972 et donné aux résidents de prendre la décision eux-mêmes, les poussa à reprendre la guerre. Quelque 40 ans plus tard, et cinq ans après qu'un nouvel accord de paix soit signé, cette promesse est renouvelée. Les Misserya, nomades arabes, qui y font en saison pâturer leurs troupeaux, n'ont pas le droit de vote, car ils n'habitaient que temporairement à Abyei. Ils se soucient de l'absence de ce droit qu'ils imaginent exister et de leur accès à la région, accès reconnu par l'accord de paix, peu expliqué.

Tensions, Sécurité

D'après le CPA, la sécurité doit être assurée par les Unités intégrées jointes, qui viennent de l'armée et de l'ALPS (armée du Sud), anciennes et toujours ennemies. Ces unités ont rencontré de nombreux problèmes. En mai 2008, les deux contingents se sont combattus et ont ainsi déplacé des milliers de citoyens de la ville d'Abyei qui fut très endommagée. Même les organisations gouvernementales ont signalé l'importance du problème. La tension est forte ; le 5 juillet 2010, 3000 résidents ont manifesté, demandant la formation de la commission qui surveillera le référendum et la délimitation sur le terrain des frontières d'Abyei, définies par une cour internationale en juillet 2009. Le même jour des gens moururent lors de combats qui suivirent une attaque par les Misserya. Ils ont chassé 600 résidents locaux.

Et l'on doit encore travailler sur deux problèmes : quand la période intérimaire sera achevée, qu'arrivera-t-il aux troupes et qui s'occupera de la sécurité ?

Commission de référendum, tenants et aboutissants

Le MLPS, parti au pouvoir au Sud, s'est formellement plaint de la lenteur du CPA et des obstacles à la formation

d'une commission de référendum d'Abyei selon *Al Sahafa* du 14 juillet. Il avertissait d'une reprise de la guerre. Le ministre des Affaires du Cabinet, Luka Biong, dit aux reporters qu'il y avait des tentatives pour séparer le référendum d'Abyei de celui du Sud et que le MLPS avait proposé que le territoire soit placé sous administration des NU si les deux partenaires ne s'entendaient pas sur la commission de référendum. Toutefois le Congrès National, parti au pouvoir à Khartoum, rejeta ces charges. Il dit que le dialogue réglerait les différends. *Ajras el Hurreya* rapporte les propos de l'ancien chef de l'administration, Edward Lino, selon lequel le MLPS recherche l'intervention des NU dans le référendum d'Abyei parce que le Congrès National a rejeté les nominations du MLPS à la commission du référendum alors qu'un temps très court lui est laissé. Il veut y inclure des Misserya. Or seules sont admises les personnes nées à Abyei, ce qui n'est pas leur cas. Le Congrès National rejeta cette argumentation : « *l'intervention des NU internationaliserait le conflit* ».

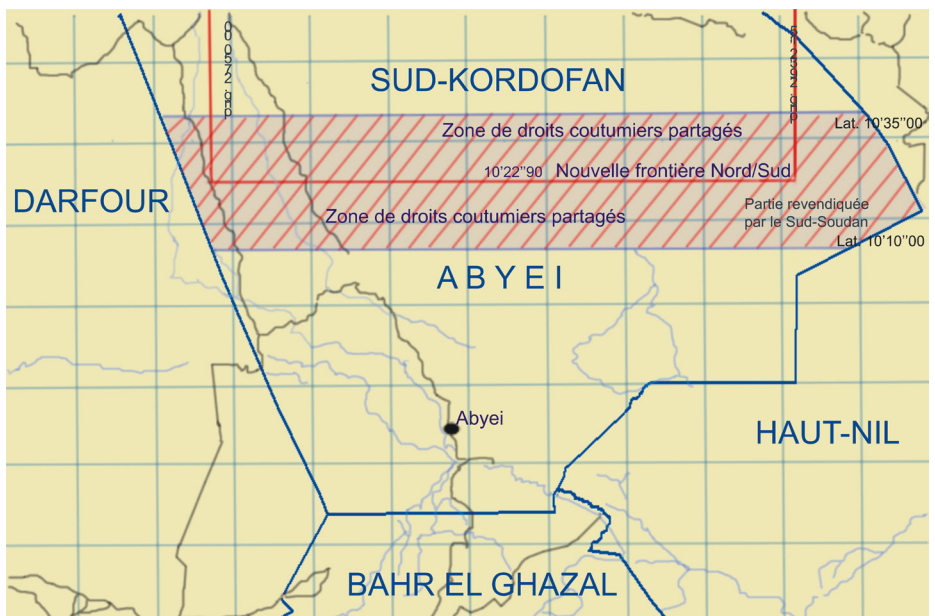
On demandera le 9 janvier aux votants de décider s'ils gardent leur statut spécial dans le Nord ou deviendront une partie du Sud-Soudan, sans s'occuper de savoir quel sera le choix des Sudistes. Les résultats seront déterminés à la majorité simple. Ce statut spécial accorde aux résidents d'Abyei la citoyenneté de deux Etats fédérés, le Kordofan Sud (du Nord), et le Bahr el Ghazal (du Sud). Quatre possibilités sont entrevues. Garder le statut spécial dans un Soudan uni que la présidence pourrait supprimer. Garder ce statut dans un Soudan dont le Sud s'est séparé. S'intégrer au Sud dans un Soudan uni.

S'intégrer dans un Etat indépendant du Sud-Soudan. Or, d'après le CPA, les membres de la Commission auraient dû être nommés dès que la paix était signée. Elle ne le fut pas plus qu'une Cour où les résidents pourraient porter plainte sur le référendum. Les principaux devoirs de la Commission étaient l'éducation civique des votants, là où les journaux n'existent que fort peu, préparer leur liste, déterminer les critères de résidence, établir les règles du référendum, et organiser les élections avec l'administration d'Abyei, Khartoum et Juba étant sous observation internationale.

Les frontières ne sont pas établies sur le terrain malgré la décision de la Cour d'arbitrage qui date de juillet 2009. Le MLPS se plaint que ses membres de l'équipe de démarcation jointe sont menacés par des éléments de milices armées, dont il dit qu'ils sont soutenus par Khartoum, et d'aucuns par les Misserya, mais le Congrès National vient d'insister.

Occupation illégale liée au combat tribal ?

Une équipe d'enquête formée le mois dernier par Kon Manyth, chef d'une infrastructure nouvellement appointé, a découvert du 18 juin au 13 juillet, qu'au moins 108 des 159 terrains étudiés dans les villes de la région d'Abyei étaient illégalement occupés. Ses membres venaient des forces de police, de l'armée, des gardiens de prison et des officiers de terrain, du planning de la ville et de l'université. Il a déclaré à *Sudan Tribune* que ces changements n'auraient jamais pu être faits sans officiels corrompus, certains ayant donné les documents



CARTE D'ABYEI

Les hachures représentent les terres perdues par Abyei selon la décision de la Cour d'Arbitrage.

à des membres de leur famille. Vous trouvez que 56 des 98 espaces visités étaient pris pour différentes utilisations sans que les autorités le sachent.

La seconde équipe d'enquête, chargée de réunir des informations dans les dossiers pour découvrir des malversations dans les changements de propriétaire et d'utilisation de la terre, montra l'utilisation de fausses signatures et de faux tampons. Certains terrains furent transformés en grands magasins, sous prétexte d'un projet de parti politique, certains en « maisons d'invités », d'autres en stations d'essence ou marchés locaux. *Sudan Tribune* apprit que la démolition immédiate des nouveaux bâtiments et des mesures légales contre les « propriétaires » et les officiers qui les ont aidés, furent engagées. La police a interrogé une douzaine de personnes en connexion avec cette affaire tandis que d'autres faisaient la queue pour répondre aux questions (*Informations personnelles, Irin, AL Sahafa, Ajas el Hurreya, ST 14 07, ST 15 07*). Est-ce lié aux combats tribaux ?

Bételgeuse

Dette impayée

ECOS, 8 juin 2010, Résumé

L'héritage de Lundin, Petronas et OMV, Block 5A, Soudan 1997-2003,

Disponible en anglais à http://ecosonline.org/hottopics/unpaid_debt

A la demande d'ONG soudanaises, ECOS (European Coalition on Oil in Sudan), écrit un rapport sur le rôle des sociétés pétrolières européennes, le suédois Lundin, l'autrichien OMV, (et avec moins d'espoir le malaisien Petronas,) dans les violations des droits de l'homme faites au cours des guerres du pétrole au Soudan, dans la perspective d'indemnités prévues par l'accord de paix de 2005 entre le Nord et le Sud. Une première version de ce rapport fut envoyée à Lundin qui le jugea diffamatoire et fit des commentaires dont ECOS tint compte. La première version fut envoyée à Petronas, OMV et au Ministère des affaires étrangères de Suède ; aucun n'a fait de commentaire. En 1997, Lundin a formé un consortium avec Petronas, OMV et la société publique soudanaise Sudapet. Un contrat fut signé avec le gouvernement pour l'exploitation du pétrole dans la zone du Block 5A qui n'était pas à l'époque pleinement contrôlé par lui. Le consortium fut dissous en 2003 quand Lundin et OMV ont vendu leurs parts à Petronas et à l'indien ONGC Videsh.

L'exploitation du pétrole a déclenché une guerre virulente dans cette zone. Entre 1997 et 2003, des crimes selon le droit international ont été commis sur une grande échelle principalement au cours d'opérations militaires menées par le gouvernement du Soudan pour prendre le contrôle des champs pétroliers

du bloc 5A. Ces crimes comprennent des attaques indiscriminées, des cibages volontaires de civils, l'incendie de 40 000 cases plus des abris pour le bétail, le pillage de 500 000 têtes perdues par les éleveurs de la région, la destruction d'objets d'usage quotidiens nécessaires à la vie, le meurtre de civils, le viol de femmes, l'enlèvement d'enfants, la torture ; 12 000 personnes sont mortes et 200 000 déplacées de force. Des images satellitaires prises entre 1994 et 2003 montrent que les activités de Lundin dans le bloc 5A coïncident avec une chute spectaculaire de l'exploitation agricole des terres, moins 80 % dans les zones les plus denses. L'objectif du gouvernement de vider la zone pétrolière de sa population fut atteint.

Ceux qui ont effectivement perpétré ces crimes sont les forces armées du gouvernement du Soudan et un ensemble de groupes armés locaux qui étaient alliés soit au Gouvernement, soit à son principal opposant le Mouvement /Armée de Libération du Peuple Soudanais (M/ALPS).

ECOS considère qu'au regard des lois internationales Lundin, Petronas et OMV peuvent être accusées de complicité dans la perpétration de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et que les gouvernements des pays d'origine de Lundin, la Suède, Petronas, la Malaisie et OMV, l'Autriche, ont manqué à leurs obligations internationales d'empêcher crimes et violations des droits de l'homme.

Quand le contrat fut signé entre le Consortium et le gouvernement, le Soudan connaissait une guerre civile, au cours de laquelle un record de crimes avait été battu ; l'accès aux ressources pétrolières était contesté même au gouvernement. Les pétroliers connaissaient ces faits : Lundin était présent au Soudan depuis 1991.

Tout au long de la guerre, le consortium a travaillé de concert avec ceux qui ont perpétré ces crimes. Les infrastructures, routes et ponts construites par le Consortium ou à sa demande, leur ont permis de commettre ces crimes en facilitant l'accès aux villages isolés. Compte tenu de l'accablant ensemble de témoignages faits à l'époque, les membres du consortium auraient dû se soucier des mauvais traitements commis par les groupes armés qui assuraient la sécurité des opérations pétrolières. Cependant, ils ont continué à travailler avec le gouvernement soudanais, ses services et son armée. Quand Lundin et OMV ont quitté le block 5A, une fois leurs profits empochés, 92,6 millions de \$ pour Lundin et 55 millions de \$ pour OMV, ces sociétés ont laissé les victimes de la guerre du pétrole se débrouiller toutes seules sans chercher à limiter l'impact négatif de leurs opérations.

De leur côté les gouvernements des pays de base de ces sociétés avaient

reçu des indications que les pétroliers exacerbent la guerre et contribuaient aux violations des droits de l'homme. Dix ans plus tard, ces gouvernements sont encore responsables de leurs manquements à agir. La position d'ECOS est que les gouvernements sont dans l'obligation de mener des investigations sur les activités des sociétés pétrolières et de réparer les injustices.

ECOS appelle la Suède, l'Autriche et la Malaisie à rechercher si les membres du Consortium ont rempli ou non leurs responsabilités au regard des droits de l'homme quand ils ont signé le contrat avec le gouvernement du Soudan sans aucune garantie que les droits de l'homme et les lois internationales soient respectées. Pour ces raisons, en s'appuyant sur les preuves présentées dans ce rapport, ECOS pense qu'il est du devoir de la Suède, de l'Autriche et de la Malaisie de chercher à savoir si les membres du Consortium savaient ou pouvaient avoir su que leurs activités dans le block 5A aidaient les responsables d'abus de droits de l'homme. Ses membres en ont-ils été les complices.?

Lundin nie avoir violé les normes juridiques internationales, avoir participé ou avoir eu connaissance des actes illégaux documentés dans ce rapport. Dans ses réponses à une version antérieure, Lundin a déclaré en novembre 2008 que la société avait toujours agi selon les lois internationales et locales et que ses opérations ont été et continuent à être conduites de façon à rechercher une influence positive sur le pays et son peuple.

Les parties à l'accord global de paix (CPA) de 2005 discutent actuellement des arrangements pour la future gestion de l'industrie pétrolière. Ces arrangements devraient comprendre des indemnités ; les sociétés pétrolières ainsi que leurs gouvernements peuvent et doivent jouer un rôle clé d'entraînement pour le succès de ces arrangements. L'accord de paix CPA et la Constitution Nationale Provisoire établissent un droit spécifique d'indemnisation pour les personnes dont les droits ont été violés par les contrats pétroliers, qui n'ont encore reçu aucune indemnisation adéquate. Un processus d'indemnisation qui leur rendrait justice et qui serait conçu pour créer des conditions de réconciliation et de pardon, apporterait des dividendes de paix et contribuerait à un environnement de confiance dans les zones de production pétrolière.

Pour promouvoir la paix et rendre justice aux victimes de la guerre du pétrole dans le bloc 5A, ECOS fait maintes recommandations.

Après ce rapport, le 21 juin 2010, le procureur suédois Magnus Elving ouvrit des investigations criminelles préliminaires à ce sujet.

Départ de Scott Gration, envoyé spécial américain et « père » d'Obama ?

Après plus d'un an au cours duquel Obama soutint Gration pour lequel il a une affection filiale, les Etats-Unis préparent une nouvelle approche à l'égard du Soudan avant le référendum de janvier au Sud qui pourrait séparer le pays en deux nations ou même faire éclater une nouvelle guerre. La nouvelle arriva à la suite d'un contentieux à la Maison Blanche dans lequel Gration entra en conflit sur la politique de leur pays avec Susan Rice, ambassadeur américain auprès des NU. Rice fut « furieuse » quand Gration proposa un plan qui fait du référendum une priorité, réduit la crise au Darfour et ne presse pas, comme promis, le gouvernement soudanais. Ce plan fut accepté par presque tous les participants y compris Hilary Clinton – Rice exceptée. En octobre dernier, le Secrétaire d'Etat Hilary Clinton avait promis que carottes et bâtons seraient utilisés pour influencer l'attitude de Béchir. « *Les décisions regardant les stimulants et leurs contraintes seront basées sur des changements vérifiables...* » « *Pendant les derniers 18 mois, dit John Prendergast, président d'Enough, nous avons vu une violence accrue au Darfour, les moments les plus mortels depuis cinq ans, une élection complètement compromise, ... un fossé qui pourrait causer une reprise de la guerre entre Nord et Sud. Rien de tout cela n'a causé plus qu'une déclaration occasionnelle. Cette attitude donna un feu vert au régime de Khartoum pour qu'il poursuive sa politique de guerre comme d'habitude.* »

Gration a gagné de « *nombreuses batailles mais pas la guerre* », sur la manière de se conduire avec le régime de Béchir. Il plaide pour de meilleures relations avec le parti du Congrès National, pour lui la meilleure manière d'influer sa politique, et d'atténuer les critiques sur les tactiques mortelles du régime. En juin 2009, Rice fut déjà « furieuse » quand Gration parla des « *restes d'un génocide* » au Darfour. Le Département d'Etat confirma immédiatement que la position officielle était que le génocide continuait. Gration s'en moqua puisqu'il avait le soutien d'Obama. Selon les observateurs, son « *penchant pour les gaffes* » et ses mauvaises relations avec la majeure partie du Soudan opposée à Béchir, réussiront à le faire partir. On lui a offert l'ambassade du Kenya, importante puisqu'elle est responsable

aussi de la Somalie. Il demande aussi le Soudan. Il est peu probable qu'il se trouve avec un tel empire, d'autant qu'il lui faut pour n'importe quel poste l'accord du sénat. Béchir était fort heureux de l'attitude de Gration mais trouva des défauts à « *l'administration américaine* ».

Le monde se raidit dans l'attente d'une éruption au Sud-Soudan. Il a vu Khartoum fomenter de la violence entre groupes sudistes ; la non existence d'accords sur les frontières et les revenus et la conduite des dernières élections ne donne confiance à personne. On s'inquiète de voir la communauté internationale et en particulier les Etats-Unis manquer leur dernière chance d'empêcher le gouvernement de Khartoum de miner la crédibilité du référendum. Selon Prendergast, « *une bonne diplomatie soutenue par des pressions sérieuses pourrait empêcher ceci d'arriver. Ce qu'il y a de si désappointant, c'est que nous avons une mauvaise diplomatie avec pratiquement aucune pression. C'est un scénario du pire des cas.* » (Magazine de politique étrangère, The cable 13 08 2010 ; Sudan Tribune 14 08 2010 ; VS).

C.P.I. : Génocide, Béchir se venge

La Cour Pénale Internationale (C.P.I.) accepte depuis juillet l'accusation de génocide portée par Ocanpo contre Béchir. Elle ajoute aux sept crimes de guerre et crimes contre l'humanité, trois crimes de génocide. Les autorités soudanaises ont expulsé immédiatement après deux ONG de première importance travaillant pour « *l'Organisation Internationale de Migration* ». En mai, le parlement français a réduit la compétence de nos juridictions aux étrangers résidant habituellement en France. Son ambassadeur au Soudan, toutefois, serait le seul à s'être fait refuser pendant près d'un an les alcools qui étaient dans son déménagement.

Le barrage de Mérowé : un procès en Allemagne

L'association Centre Européen pour les Droits de l'Homme et les Droits Constitutionnel (ECCHR), basée à Berlin, attaque en justice la société d'ingénierie allemande Lahmeyer impliquée dans le barrage de Mérowé. Ce barrage est le plus grand barrage africain. Destiné à fournir de l'électricité et de l'eau pour l'agriculture au pays entier, il est sis sur la 4ème cataracte du Nil, au nord du Soudan. En 2007, le Rapporteur Spécial des NU sur les demeures répondit à « *de nombreux rapports de violations de droits civils et*

politiques », en appelant à la suspension de la construction du barrage jusqu'à ce qu'une évaluation indépendante puisse être faite. Ce fut sans effet et l'ECCHR intervint, soutenant que la société était impliquée dans l'inondation de 30 villages et le déplacement forcé de plus de 4700 familles, allégations que Lahmeyer nie. La zone est fermée, les journalistes n'ont pas le droit de s'y rendre ; quiconque s'oppose au projet et aux relogements forcés devient une cible pour le harcèlement ; les manifestations pacifiques sont devenues des manifestations violentes ; la Sécurité tira sur les manifestants et les arrêta. C'est un désastre complet, toutes les terres de culture ont disparu, le bétail aussi ; des familles sont allées dans les collines proches, d'autres dans des déserts que le gouvernement leur « *fournit* ». (Seules quelques 3000 ? familles vivent dans un endroit organisé.) En 2006 et 2008, deux zones furent inondées, ils sont partis les mains vides, perdant tout. Ils n'avaient pas été avisés. Lahmeyer savait que des milliers de gens vivaient toujours là, mais nie. En 2006, la Banque Mondiale l'avait sanctionné pour son rôle dans un scandale de corruption et interdit qu'elle reçoive ses fonds pendant 7 ans (International Rivers 19 05).

Des firmes anglaises pour améliorer l'image de Béchir

Selon le *Guardian*, les firmes de relations publiques du pays gagnent 7 milliards par an, pour conseiller les gouvernements dont les records sur des sujets comme la torture, la corruption, la liberté de parole, les ont fait attaquer par les NU et le Commonwealth. Parmi leurs clients, la Russie, Madagascar, la Chine, l'Arabie Saoudite, le Rwanda, le Kazakhstan, le Sri-Lanka. Béchir a approché deux sociétés à travers des représentants demandant leur aide pour son image. De plus en plus de sociétés changent de but, elles ne représentent plus les sociétés mais les Etats quels que soient leurs records (03 08).

A lire : Nouvelles du Soudan. Archéologie

Ahmad Al-Malik et alii, *Magellan & Cie.*

Un petit livre, qui comprend six nouvelles d'auteurs soudanais sur leur pays. Ces merveilles qui content la vie dans ce Soudan depuis si longtemps en guerre, sans pathos. Je ne résiste pas à citer la première phrase qui devrait vous faire courir chez votre libraire « *Il y a une semaine, on m'a livré le char que j'avais acheté chez un intermédiaire qui habite notre quartier. C'était une très bonne affaire...* ». Comme vous pouvez l'imaginer, avoir un char à la maison change la vie et les relations avec les voisins ! A vous de voir la suite.

Au musée du Louvre, magnifique exposition consacrée à Méroé plus au sud que Mérowé, jusqu'au 06/09.

Jérôme Dumoulin

Pétrole

Le nouveau ministre Lual Deng a annoncé son intention de faire accroître d'un tiers la production de pétrole en 2011, passant d'une moyenne quotidienne de 450 à 470 000 barils à une production de 500 000 voire 600 000 barils par jour. Il a aussi annoncé son intention de diffuser sur Internet la production quotidienne, dans un souci de transparence, afin de favoriser la confiance entre le Nord et le Sud. Selon lui, les différences de chiffres de production soulevées l'an dernier par Global Witness seraient dues à deux raisons : d'une part, la production brute comprend l'auto-consommation du secteur qui n'est pas incluse dans la production nette la différence serait de 9 % ; d'autre part, certaines données incluent l'eau naturellement présente dans le pétrole extrait (ST 19 08). Le même ministre rejette l'idée d'une conduite pour évacuer le pétrole du Sud-Soudan vers le Kenya, comme étant non-économique. Toyota avait fait cette proposition, en l'estimant à 1 milliard de dollars. Certains experts considèrent effectivement ce coût très sous-évalué, mais la question est plus politique qu'économique (ST 5 07).

Deux nouveaux accords d'exploration ont été signés, l'un avec une petite société luxembourgeoise Star Petroleum Company (75 % des parts) associée à la société Norvégienne Haml (5%) et à Sudapet et Nilepet sur le Bloc 6 situé à cheval sur le Nord (est du Sud Darfour) et le Sud (états de Bar el-Ghazl NO, Bar el-Ghazal Ouest, Lacs et Warrap), l'autre sur le Bloc 10 - Nord Est du Soudan - avec une société finlandaise Fenno Caledonian déjà présente au Soudan (ST 7 08 & 20 08). Total a dû reprendre au mois de juillet ses activités au Soudan par l'exploration dans l'État de Jonglei (ST 8 07). Le Soudan devient le seul fournisseur d'essence de l'Éthiopie, la vente se faisant à prix plus bas que le cours mondial à la suite d'un accord entre les deux pays ; l'Éthiopie connaît actuellement un boom économique : + 11 % en 2010 avec forte croissance de la production agricole (ST 16 06 & 8 08).

Armement

L'armée soudanaise a procédé à l'assemblage d'un premier avion militaire à partir de pièces fabriquées sur place. On ne connaît pas les caractéristiques du modèle appelé Alsafat-01 (Pana 24 06).

Sanctions

Au cours d'une visite à Khartoum, un ministre britannique s'est clairement dissocié des sanctions américaines : le Royaume-Uni ne sanctionne pas le Soudan avec qui il cherche à développer les relations commerciales (ST 27 07). Une aide de 30 millions de livres sterling a été versée par ce pays au PAM pour l'aide alimentaire au Soudan (ST 30 07). Les USA empêchent la Chine de

transformer le pétrole soudanais dans une nouvelle raffinerie du Sud de la Chine. Il n'est pas dit comment ils peuvent le faire (ST 5 07).

Économie du Soudan Nord

Selon un rapport du FMI (en l'absence de données publiées par la banque centrale), les réserves en devises ont baissé de 80 % depuis 2006 de 1,58 milliards de \$ à 390 millions en 2009, soit deux semaines d'importation. Cela est dû à la baisse du prix du pétrole et à l'insuffisance des mesures prises pour y faire face. L'objectif du FMI est que les réserves remontent à 950 millions de \$ fin 2010 au moyen d'ajustements monétaires (« dévaluation » pour parler français). La monnaie a déjà perdu 20 % de sa valeur au marché noir. Des restrictions ont été apportées au droit pour les voyageurs d'exporter des devises et des bureaux de change violant la réglementation ont été fermés. Plus important, le pays a réduit les remboursements de sa dette et cherche à la restructurer. Une proposition de rachat de la dette a même été faite par des financiers non précisés. Fin 2009, le total de la dette était de 35 milliards de \$, dont 15,4 de dette originale, 3,8 d'intérêts et 16,5 de pénalités de retard de remboursement. Cette dette passerait à 37,8 milliards de \$, fin 2010 surtout à cause des pénalités de retard qui s'accumulent quand le pays réduit les remboursements qu'il doit (ST 7 06 13 07, 10 08).

Hausse des prix des produits alimentaires : cette hausse est officiellement évaluée à 15 % (ST 8 07). La Banque mondiale dénonce dans un rapport la dépendance excessive du Soudan envers le pétrole, et recommande de développer les autres productions ; le diagnostic est partagé par tout le monde, mais le problème très difficile à résoudre (ST 11 06).

Ruée vers l'or dans le désert : 200 000 personnes participent à une ruée vers l'or à 500 km au Nord de Khartoum dans des conditions du XIX^e siècle. Le ministère des mines promet de réguler cet orpillage illégal (AFP 19 08).

Le Soudan participe au projet d'édification d'une « Grande Muraille Verte », large de 15 km, longue de 7100 km, allant de l'Océan Atlantique à la Mer Rouge en traversant 11 pays africains. Elle sera censée ralentir l'avancée du désert. Aucun budget n'a été défini (AFP 17 06).

Le Canada a sélectionné le Soudan pour être un des seuls 7 pays africains bénéficiaires de son aide économique (Walf Fadjri 22 06). L'Iran a annoncé son intention de financer des projets hydrauliques (ST 15 08).

Économie du Sud-Soudan

Les autorités reconnaissent l'existence de problèmes de corruption dans la

région. La commission anti-corruption du Sud-Soudan a enquêté sur 90 cas en 2009 et 23 cas au premier semestre 2010. Selon la commission, des mesures disciplinaires et judiciaires ont été prises envers les personnes impliquées. La commission a reçu 222 formulaires de déclaration de richesse de la part de hauts fonctionnaires mais le taux est faible, car elle aurait dû en recevoir 1000. La commission anti-corruption a maintenant des bureaux dans presque chacun des 10 États (ST 12 06 & 18 07). De plus en plus de transactions se font en dollars, par exemple pour les billets d'avion, les automobiles, les hôtels, et même les boissons dans les bars. Ceci est légal, mais les autorités et les économistes sont inquiets. Cette « dollarisation » de l'économie provient de la baisse de la livre soudanaise et accélère aussi celle-ci. Une proposition est d'interdire de dollar dans les transactions dans le pays (ST 27 7 et 29 7).

Le Sud-Soudan va recruter 200 hauts fonctionnaires dans les pays voisins (Kenya, Ouganda, Éthiopie) avec l'aide du PNUD qui va payer la plupart des frais (ST 15 08).

La société LAP Green, rattachée au fonds souverain de la Libye, aurait acquis 80 % de GEMTEL au Sud Soudan. Cette société achète aussi d'autres sociétés téléphoniques en Afrique, parfois à un prix jugé excessif (jeuneafrique.com 21 06). Importantes hausses de prix des cartes pour le téléphone mobile dans l'État d'Unité. Le ministre de l'information et des télécommunications de cet État demande aux revendeurs de maintenir les prix antérieurs, et pour lutter contre le marché noir, il demande aux opérateurs d'enregistrer tous les revendeurs et d'en fournir la liste au ministre (ST 17 08). De nouvelles dessertes aériennes de Juba : Nairobi est desservi par Kenyan Airways et Le Caire par Egypt Air depuis le mois de juillet.

Le gouvernement a publié un projet de (re)construction des villes du Sud Soudan, projet estimé à 10 milliards de dollars. Il n'est pas dit comment ce projet serait financé.

Des propositions d'aide à projets ont été faites par la Banque de Développement Islamique International. Selon un ministre, ces propositions ont pour but de rendre attractif le vote de l'unité du Soudan lors du prochain référendum. La banque soutient déjà une dizaine d'écoles secondaires et projette de réunir une conférence des donateurs (ST 5 08).

L'Égypte a fait un don de 300 millions de \$ au gouvernement pour financer des projets d'approvisionnement en eau (ST 12 07). Une entreprise Coréenne Make Groupe projette d'investir 1,8 milliard de dollars dans des projets de développement économique au Sud-Soudan (ST 27 07). D'après l'accord de paix de 2005, le gouvernement devait aider le Sud-Soudan dans son développement. Il ne se décide de le faire qu'avec l'aide de ses amis, maintenant 4 mois avant le référendum.

Jérôme Dumoulin

Selon les Darfouris en Egypte les 4 condamnés renvoyés au Soudan seraient :

1) Abu Al Gasim Ibrahim al Hag, 2) Feisal Mohamed Haroun 3) Adam Yahya Abdallah Khalil 4) Nom inconnu. Ils risquent la torture. ECRIVEZ.

Le C.A.E.J.P. appelle à une plus grande protection de la liberté d'expression

Le 8 août, Mohammed Atta, chef des services de renseignements et de Sécurité (NISS) a supprimé la pré-censure qui permettait aux membres de la Sécurité de lire avant publication tous les journaux. La pratique fut utilisée par eux de manière intermittente depuis février 2008 et fut récemment remise en place depuis mai. Atta affirma: la Sécurité « se réserve le droit constitutionnel de la réinstaller quand la nécessité survient. »

Exemples de la seule censure qui suivit les élections avec parfois des journalistes toujours arrêtés.

- Le 14 mai, le *Rai al Shaab* fut censuré et quatre journalistes arrêtés. Trois d'entre eux furent condamnés de 2 à 5 ans de prison et un relâché. Leurs défenseurs se retirèrent quand leurs témoins furent renvoyés : ils ne pouvaient plus défendre leurs clients qui faisaient face à l'époque à la mort ou à l'emprisonnement à vie.

- Le 3 juin, *Ajras al Hurreya* fut censuré si lourdement qu'il ne put être publié. La publication reprise, le journal n'avait pas le droit de mentionner la CPI, la grève des médecins, l'arrestation et le procès de ses journalistes.

- Du 6 juin au 8 août, *al Midan* ne fut pas publié.

- Le 11 juin, le juge de Khartoum Nord interdit aux journaux de publier des nouvelles du procès des journalistes de *al Shahab*.

- Le 13 juin, la sécurité interdit la publication d'un article à être publié dans *al Sudani* concernant des convicts échappés dans le procès Granville.

- Le 6 juillet, *al Ahdath*, *al Tihaar*, *Akhbar al Yom*, *al Hurra* furent suspendus. *Al Antibaha* fut fermé.

- Le 9 août, les nouvelles de la BBC en arabe furent interdites dans le Soudan du Nord qu'elles couvraient en entier (Centre Africain pour les Etudes de Justice et de Paix).

Torture de deux médecins grévistes

Le 1er Juin, la Sécurité a arrêté le docteur Walaa Alden Ibrahim et le docteur Alhadi Bakhiet, leaders

du comité de grève des médecins soudanais, immédiatement après l'annonce d'une grève générale sur tout le territoire. L'année précédente, les médecins avaient accru leurs critiques envers le gouvernement, demandant de meilleurs émoluments, une amélioration des conditions de travail et des locaux. En mars, Béchir avait tenté, sans succès, d'émettre une directive permettant d'emprisonner tout médecin qui ferait grève après des négociations infructueuses. Les deux docteurs furent relâchés le lendemain avant d'être arrêté à nouveau pour avoir parlé aux médias de leurs conditions d'incarcération et de la torture qu'ils subissent. Le même jour Béchir déclara qu'il augmenterait les salaires des médecins de 2000 livres soudanaises et qu'il rembourserait en plus l'argent qu'il leur doit. Les médecins sont sceptiques.

Empêchements de voyage

Le 15 Juin au matin, Al-Afif Mukhtar, directeur du KACE (Al Khatim Center for Enlightenment and Human Development) et du réseau Tamam a été retenu à l'aéroport international de Khartoum et ne put assister à sa conférence en Espagne. Plus tard dans la matinée, aidé par les services consulaires de l'ambassade britannique, il put obtenir une représentation légale. Des cas d'arrestation arbitraires similaires se multiplient depuis les élections où les activistes de la société civiles et les défenseurs des droits de l'Homme sont retenus et se voient confisquer leur passeport. Les autorités tentent ainsi de limiter l'opposition politique et d'intimider la société civile. Ces pratiques sont souvent liées à des cas de torture.

Hassan al-Turabi, relâché

Le 30 Juin, le leader islamiste d'opposition (parti du Congrès Populaire) Hassan Al-Turabi fut relâché de prison, deux mois après son arrestation douteuse. Béchir décida de le libérer le jour du 21ème anniversaire du coup d'Etat que le mena au pouvoir. Il avait à l'époque été épaulé par Turabi. Ce dernier aurait été arrêté pour avoir émis des doutes quant à la bienséance des élections d'avril dernier et avoir déclaré qu'en aucun cas son parti ne rejoindrait un futur gouvernement.

Le journal du PCP, le *Rai Al-Sha'ab* fut saisi dès l'élection de Béchir et l'éditeur en chef et quelques journalistes du journal furent arrêtés pour avoir publié des informations erronées qui mentionnaient l'existence d'une usine d'armement iranienne au Soudan. Quatre journalistes seront jugés et risquent la peine de mort pour espionnage et terrorisme. Turabi déclara qu'il n'était que le gérant

du journal et que les informations contenues dans celui-ci n'étaient pas de sa responsabilité.

Arrestation de membres de Girifna C'en est assez, VS déc. 2009

Le 5 Juillet, la police soudanaise a arrêté trois étudiants membres du mouvement Girifna au souk de Sitaa à Khartoum. Girifna signifie « nous en avons marre » et est un mouvement social non-violent qui promouvait l'inscription sur les listes d'élection, la participation civique ainsi que l'information des votants à travers des campagnes de porte à porte et des manifestations. Au moment de leur arrestation les trois étudiants étaient en train de distribuer un magazine. Dans les premiers jours suivant la publication, 7000 copies du magazine furent distribuées à Khartoum et Omdurman. Les 3 activistes, Hassan Ishag, Azzi Eldine Al-Anssari et Hassan Mohamed, ont été poursuivis d'atteinte à l'ordre public et de sédition. Puis les hommes furent emmenés par la Sécurité (NISS) questionnés et torturés avant d'être rendus aux services de police.

Chaque offense, en devenant une affaire de sécurité nationale, restreint la liberté d'expression et plonge la société soudanaise dans une répression qui viole les conventions des droits de l'Homme. Le Centre africain pour la justice et la paix appelle le gouvernement soudanais à respecter le droit d'expression, garanti par plusieurs conventions et demande un procès juste ainsi qu'une enquête sur les allégations de torture.

Discussions sur les Droits de l'homme repoussées

Le conseil des droits de l'Homme des NU a décidé de repousser les discussions sur les droits de l'homme au Soudan jusqu'en Septembre. Les violations des droits de l'Homme, nombreuses au Soudan, se multiplient depuis les élections d'avril alors que le gouvernement tente de faire croire à une accalmie. Le référendum prochain pourrait donner lieu à une abstention massive et même à une autre guerre civile. Le conseil des droits de l'Homme doit être particulièrement vigilant dans cette « période d'oppression et de turbulence ».

Simon Inazuma

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	p.1
DARFOUR	p.2,3
SUD-SOUDAN	p.4,5
POLITIQUE INTERNATIONALE.....	p.6
PETROLE & ECONOMIE	p.7
DROITS DE L'HOMME	p.8